

BURR, J. Millard et Robert O. COLLINS. *Requiem for the Sudan. War, Drought, & Disaster Relief on the Nile*. Boulder - San Francisco - Oxford, Westview Press, 1995, 385 p.

Bandeja Yamba

Volume 27, numéro 4, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703691ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703691ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Yamba, B. (1996). Compte rendu de [BURR, J. Millard et Robert O. COLLINS. *Requiem for the Sudan. War, Drought, & Disaster Relief on the Nile*. Boulder - San Francisco - Oxford, Westview Press, 1995, 385 p.] *Études internationales*, 27(4), 943–945. <https://doi.org/10.7202/703691ar>

ves sur les politiques d'immigration, le recueil dirigé par Catherine Wihtol de Wenden et Anne de Tinguy en faisant sans peine la démonstration.

Martin PAQUET

*Collège universitaire Glendon,
Université York, Toronto*

AFRIQUE

Requiem for the Sudan. War, Drought, & Disaster Relief on the Nile.

BURR, J. Millard et Robert O. COLLINS.
*Boulder – San Francisco – Oxford,
Westview Press, 1995, 385 p.*

Les ouvrages sur la guerre civile au Soudan sont rares; le gouvernement de ce pays a depuis de nombreuses années imposé la censure sur l'ensemble des médias tant nationaux qu'internationaux. Cette rareté et cette censure font, du conflit soudanais, l'un des plus ignorés par la communauté internationale alors qu'il est aussi l'un des plus atroces de notre temps. Un million et demi de personnes tuées, des dizaines de milliers d'autres contraintes à l'exil intérieur et extérieur; et combien d'autres, affaiblies par la famine, ont choisi de mourir dans la dignité dans la brousse plutôt que d'être inhumées dans des fosses communes. Le livre de J. Millard Burr, ancien coordonnateur de « Operation Lifeline Sudan (OLS) » et de Robert O. Collins, professeur d'histoire à l'Université Santa Barbara de Californie, arrive donc à point pour rappeler au monde la tragédie soudanaise. L'objectif de leur livre est double: repérer les motifs cachés qui ont amené les gouvernements qui se sont succédé depuis l'indépendance à planifier les

meurtres de leurs propres populations; faire ressortir les obstacles que la bureaucratie soudanaise corrompue, inepte et avide a érigés dans le but de contrecarrer le travail des organisations humanitaires et internationales qui tentent de venir en aide aux populations affamées et aux réfugiés.

Rédigé à partir d'une documentation inédite, le livre comprend neuf chapitres: The Death of a Dream; The Politics of Food; Battering the Dispossessed; Starvation in the South; The International Response; Operation Lifeline Sudan; The Return of the Military; The Junta is Challenged; Escalating the War and Reducing Relief. Ces neuf chapitres sont complétés par une introduction, une conclusion (Decade of Despair), une riche bibliographie, des photos, des cartes et un index. L'absence de notes introductives annonçant les contenus de chaque chapitre est à noter.

La discussion menée par les deux auteurs s'organise autour des trois idées directrices qui peuvent être résumées de la manière suivante:

Quatre ans après l'accession du Soudan à son indépendance en 1956, une rébellion séparatiste éclatait dans le Sud, qui devait durer jusqu'en 1972, les divergences politiques et les querelles personnelles paralysaient la vie politique. L'Accord d'Addis Abeba de 1972 mettait fin à la rébellion en reconnaissant aux provinces du Sud une autonomie politique et culturelle. Cet Accord prévoyait également le rapatriement des réfugiés et l'intégration des rebelles Anya Anya dans l'armée soudanaise. Depuis 1983, un million et demi de Soudanais ont péri alors que la guerre s'est intensifiée en op-

posant le pouvoir central – contrôle pour l'essentiel par l'élite arabomusulmane alliée à quelques politiciens du Sud – au Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) dirigé par John Garang. Le MPLS est appuyé par la majorité africaine du pays, vivant dans le Sud. Les auteurs en relèvent les causes : la violation par le président Djafar El-Numeiry de l'Accord d'Addis Abeba de 1972 ; le développement économique inégal du Nord au détriment du sud du Soudan ; les efforts de Numeiry d'exploiter les ressources pétrolières localisées dans le Sud au seul profit du Nord ; la construction du Canal Jonglei dans le Haut-Nil qui compromettait les aspirations du Sud ; la tentative de redivision de la région sud en trois provinces : Haut-Nil, Bahr Al-Ghazal et l'Équateur ; le mauvais traitement réservé aux anciens rebelles intégrés dans l'armée nationale soudanaise et la tentative du gouvernement de les transférer dans les bataillons du Nord-Soudan ; la domination culturelle du Nord sur le Sud par l'imposition de l'Arabe comme langue officielle du Soudan ; la promulgation, en 1983, des lois de septembre qui instituaient la Shari'a comme Loi fondamentale du Soudan ; la proclamation, en 1989, de la République islamique du Soudan sous l'instigation du Conseil de commandement révolutionnaire pour le salut national (RCC-NS) de Umar Hassan Ahmed al-Bashir et du Front national islamique (FNI) dirigé par Hassan el-Tourabi.

L'interférence, parfois décisive, des influences et des développements politiques des pays limitrophes et occidentaux a été et demeure une constante de l'évolution politique du

Soudan situé au point de rencontre de deux grands axes : l'axe reliant l'Afrique occidentale et la mer Rouge et, surtout, l'axe nord-sud articulé autour du Nil. Les auteurs montrent comment, à partir du coup d'État de 1989, la junte militaire (chap. 7 : *The Return of the Military* et 8 : *The Junta is Challenged*) a consolidé le régime grâce à l'aide économique et militaire qu'elle a reçue de l'Irak, de la Libye et surtout de l'Iran après la visite du président Hachemi Rafsandjani en décembre 1991 ; comment la France prête main-forte à la junte militaro-islamiste, tandis que les États-Unis, Israël ainsi que d'autres pays arabes fournissent des armes, via l'Ouganda, aux forces sudistes de John Garang.

Les ravages de la guerre civile et de la sécheresse, l'absence d'une politique agricole adéquate, la crise économique, la dette, le déficit, le manque de volonté politique de mettre vraiment un terme à la tragique situation vécue par les populations du sud du Soudan, en particulier les Dinka, exigeaient de l'assistance de la part de la communauté internationale. Les États-Unis en premier, les Nations Unies, les organisations gouvernementales et non gouvernementales de différents pays occidentaux contribuèrent à cet effort. Les chapitres 5 : *The International Response* ; et 9 : *Escalating the War and Reducing Relief*, sont consacrés aux actions de ces organisations sur le terrain : secours d'urgence et négociations de paix non encore retrouvées. Les difficultés rencontrées par ces organisations sont aussi relevées : l'isolement géographique des régions touchées par la guerre et la sécheresse (marécages, forêts, plaines et montagnes) ; la suspicion à l'en-

droit des organismes humanitaires qui tentent de venir en aide aux populations et régions que le gouvernement considère comme hostiles (d'où les procédures administratives tatillonnes).

Le chapitre 6 : Operation Lifeline Sudan, traite des réalisations et des difficultés de l'Operation Lifeline Sudan, organisme américain créé à la suite des famines de 1988. Après la prise du pouvoir par Al-Bashir et le Conseil de commandement révolutionnaire pour le salut national en 1989, plusieurs organisations d'aide dont l'Operation Lifeline Sudan ont vu leurs actions sabotées par le gouvernement qui commençait à questionner leurs motivations en les qualifiant de « néocolonialistes ». Millard Burr et Collins essaient de montrer à travers l'ensemble de leur livre que la guerre, la sécheresse et les secours doivent être vus comme étroitement liés aux politiques du gouvernement du Soudan, des Nations Unies et des pays donateurs occidentaux.

Ce livre, fruit de la collaboration entre un universitaire et un homme de terrain, mérite d'être lu comme une source d'information indispensable de connaissances et de compréhension de la tragédie soudanaise et comme un appel urgent de secours aux personnes en danger.

Bandeja YAMBA

Département d'histoire
Université du Québec à Montréal

Rwanda : le kidnapping médiatique.

CRÉPEAU, Pierre. Hull, Éditions Vent d'Ouest, 1995, 116 p.

Au Rwanda, comme en Bosnie ou au Moyen-Orient, ou partout

ailleurs, c'est bien connu les médias recherchent avant tout le sensationnel. Le spectaculaire se vend mieux que les efforts pour comprendre les faits. Les médias québécois n'échappent pas à cette règle. Certains pourront se rappeler plus particulièrement un reportage du *Point*, cette émission phare de Radio-Canada, où nul autre que le Père Georges-Henri Lévesque, fondateur de l'Université nationale de Butare, fut pris à partie pour une présumée « complicité » avec le régime de l'ex-président Habyarimana. Les occasions de dérapage n'ont pas manqué et l'auteur de ce petit ouvrage – qui se lit d'un trait en moins de 90 minutes – le démontre sans viser d'autre objectif.

On l'aura deviné, Pierre Crépeau, à l'instar de nombreux Québécois, a travaillé plusieurs années comme coopérant au pays des mille collines. Un pays au charme enjôleur qu'il m'a été donné de visiter en 1983. À cette époque rien ne laissait entrevoir l'ampleur du drame qui allait se produire onze ans plus tard. Maniant la plume avec beaucoup d'habileté et non sans une certaine élégance, l'auteur exprime ici avant tout son indignation. Une indignation provoquée par la couverture très superficielle des événements ô combien tragiques. À l'absence d'effort d'analyse pour expliquer ou pour le moins chercher à comprendre un tant soit peu le drame rwandais, s'ajoutent les sempiternels préjugés envers l'Afrique noire. Ainsi, l'auteur observe que ce que l'on appelle ailleurs une guerre, avec toutes ses horreurs, se voit dans le cas présent qualifier de massacre ou de carnage. Comme si on ne massacre pas au canon mais seulement à la machette, fait-il observer.